

France, Allemagne, Fed : pas de père Noël cette année !

Pour ceux qui en doutaient encore, les dernières statistiques publiées par l'INSEE ont confirmé que les blocages et dérapages liés au mouvement des « gilets jaunes » ont déjà eu des conséquences dramatiques pour l'économie française.

Ainsi, après l'effondrement des indices Markit des directeurs d'achat, l'indice INSEE du climat des affaires est venu enfoncer le clou. En décembre, ce dernier a chuté de 2,3 points, sa plus forte baisse mensuelle depuis mai 2012.

France : l'indice INSEE du climat des affaires s'effondre en décembre.



Sources : INSEE, ACDEFI

Cette dégringolade s'explique principalement par l'effondrement de l'indice INSEE du climat des affaires dans le commerce de détail, qui a plongé de 7,4 points sur le mois de décembre et atteint désormais un plus bas depuis décembre 2015.

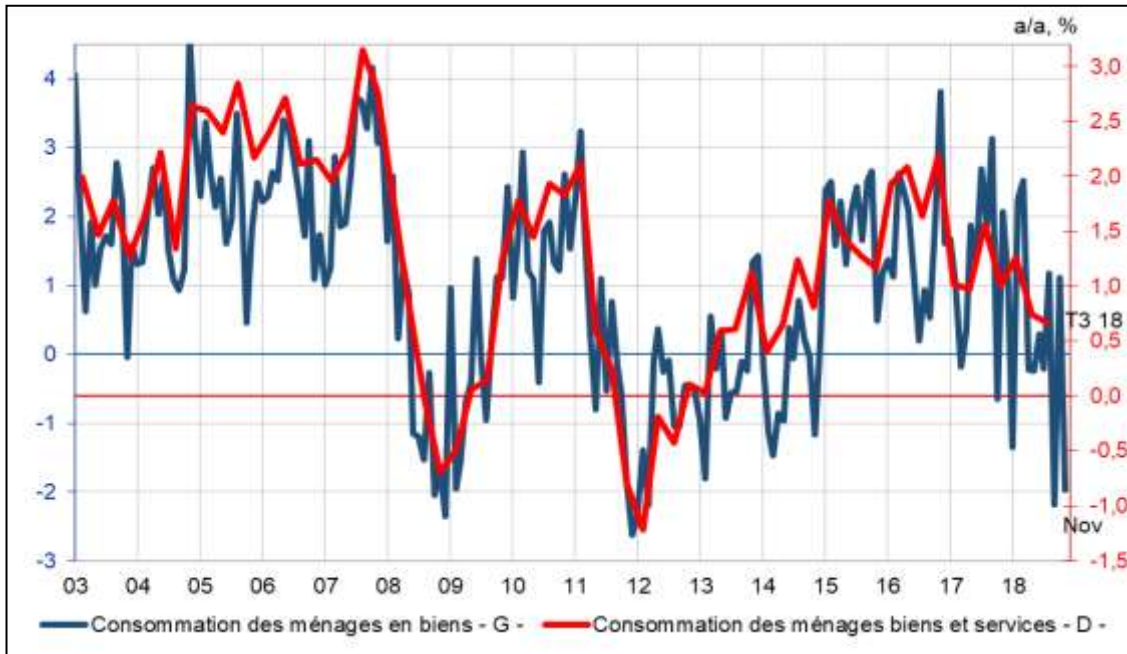
Ces évolutions sont d'autant plus inquiétantes que dès novembre, la consommation des ménages en biens a reculé de 0,3 %, affichant un glissement annuel de - 2 %.

En octobre-novembre, elle subit une baisse de 0,2 % par rapport au troisième trimestre. Autrement dit, compte tenu des déboires commerciaux de décembre, cette baisse devrait inévitablement être aggravée sur l'ensemble du quatrième trimestre.

Dans ce cadre, il est clair qu'au cours de ce dernier, la consommation privée au sens des comptes nationaux va fortement chuter.

Dès lors, une baisse du PIB français sur l'ensemble du quatrième trimestre 2018 est fortement probable et pourrait même marquer le début d'une récession, si la situation économique-sociétale ne s'améliore pas rapidement.

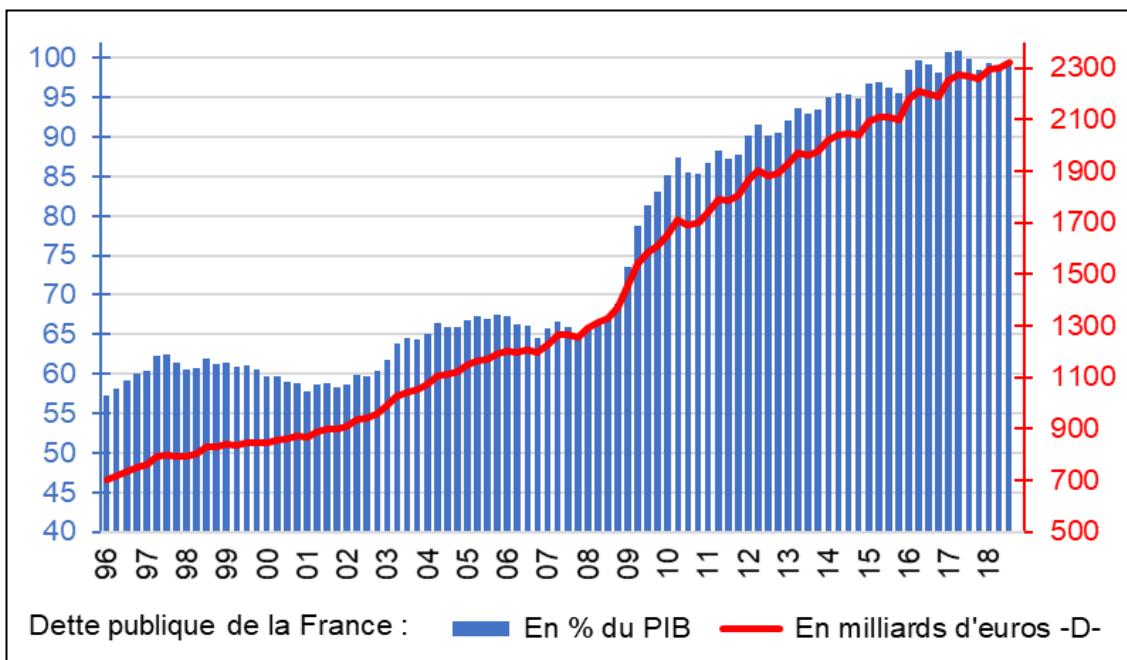
La consommation des ménages français plonge dès novembre.



Sources : INSEE, ACDEFI

Pour ne rien arranger, et sans surprise également, la dette publique française a atteint un nouveau sommet historique de 2 322,3 milliards d'euros au troisième trimestre 2018, soit 99,3 % du PIB.

Dette publique française : nouveau record à 2 322,3 milliards d'euros.

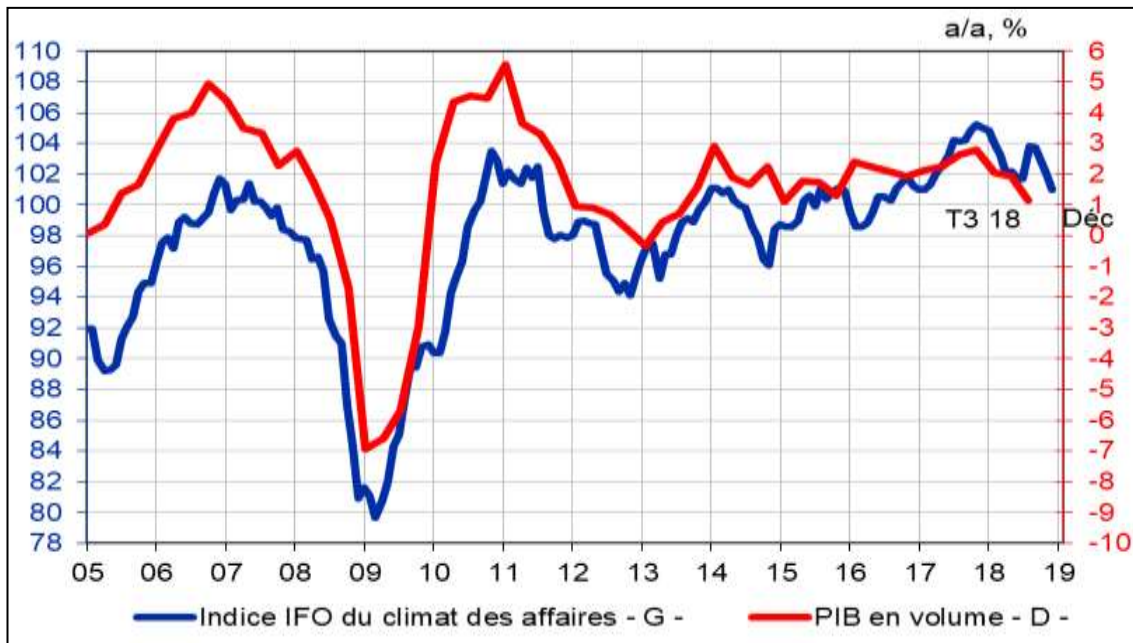


Sources : INSEE, ACDEFI

Un record qui n'émeut presque personne dans l'Hexagone, mais porte en lui les germes d'une nouvelle crise de la dette publique, tant en France qu'à l'échelle de l'ensemble de la zone euro, qui, encore une fois, entrera dans une nouvelle crise existentielle.

Cette crise sera d'autant plus dangereuse que l'économie allemande est à la peine. En effet, outre-Rhin, les indices de l'enquête IFO ont continué de se dégrader. L'indice du climat des affaires a ainsi perdu 1 point sur le seul mois de décembre, accusant une chute de 4,2 points depuis son précédent point haut de novembre 2017.

Allemagne : l'indice IFO du climat des affaires au plus bas depuis février 2016.

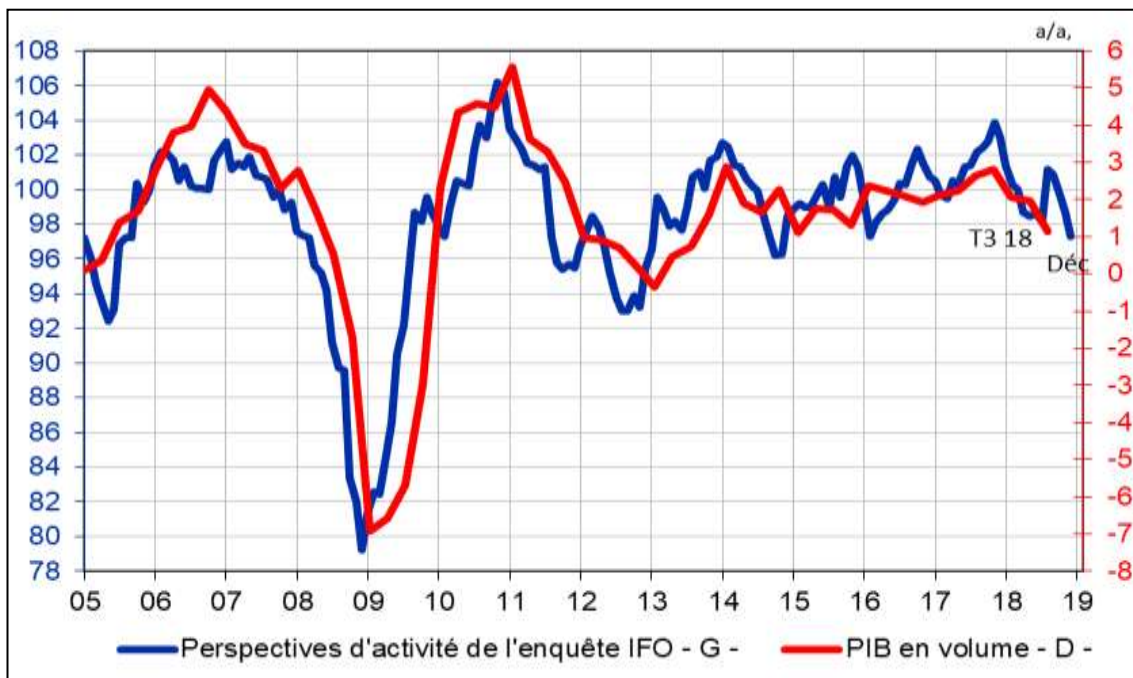


Sources : Destatis, IFO, ACDEFI

Avec un niveau de 101, il atteint ainsi un plus bas depuis février 2016, tout comme l'indice IFO des perspectives d'activité, qui, quant à lui, s'est écroulé de 6,6 points depuis novembre 2017.

Ce plongeon montre que le glissement annuel du PIB allemande devrait rapidement passer sous 1 %.

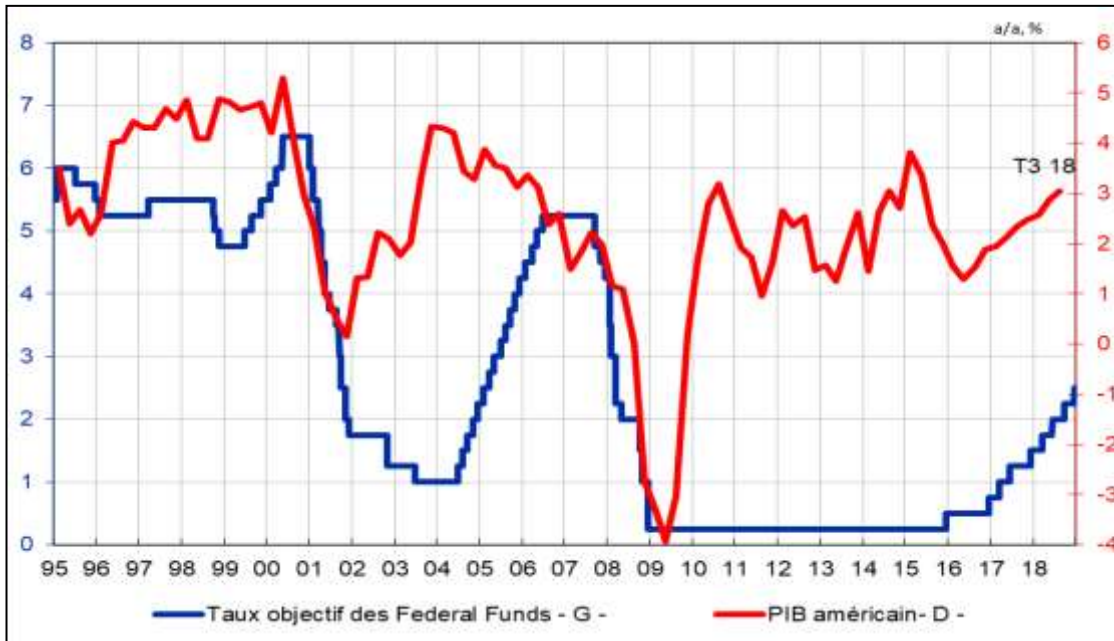
La forte baisse des perspectives d'activité montre que la croissance allemande va encore souffrir.



Sources : Destatis, IFO, ACDEFI

Pendant ce temps, aux Etats-Unis, la bonne santé de la croissance impose à la Reserve fédérale d'augmenter encore son taux objectif des *federal funds*. Ce dernier est désormais de 2,5 %, contre 1,25 % il y a un an et 0,5 % il y a deux ans.

La bonne tenue de la croissance américaine justifie le resserrement monétaire.



Sources : BEA, Federal Reserve, ACDEFI

Les marchés financiers n'ont évidemment pas apprécié ce mouvement. La nette baisse des taux des obligations de l'Etat américain à 10 ans sous les 3 % indique d'ailleurs qu'ils pensent que le resserrement monétaire de la Fed affaiblira nettement la croissance américaine en 2019.

Les taux de la Fed remontent, mais ceux du Bond baissent.



Sources : Federal Reserve, ACDEFI

Selon nos prévisions, cette dernière devrait néanmoins rester appréciable, avec un niveau d'environ 2,3 %. Ce sera certes moins que les 3 % actuels, mais très largement supérieur au résultat de la zone euro, à savoir 1,2 % dans le meilleur des cas. A l'évidence, il n'y aura pas photo !

Marc Touati